

Avocat ALABRUGERE Avocat

Droit du travail Droit de la sécurité sociale

L'arrêt de la semaine

CA NÎMES, 29/09/2025, RG n° 24/01237

L'excuse de provocation lors d'une altercation

Rappel des faits

Un salarié a été engagé, le 03 janvier 2018, en qualité d'éducateur spécialisé par une association.

Le 04 février 2022, il a fait l'objet d'un licenciement pour faute grave en raison d'une altercation avec son responsable.

Ultérieurement, il a saisi les juridictions prud'homales aux fins notamment de contester ce licenciement.



Règles de droit

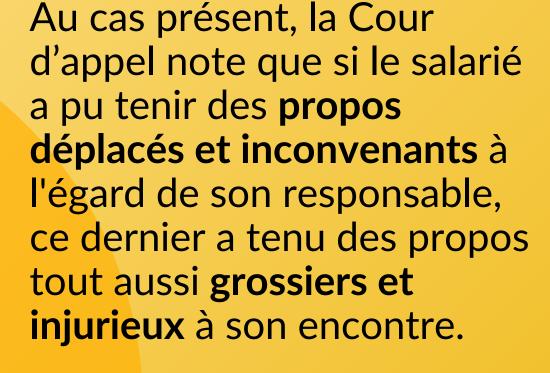
Article L. 1232-1 du code du travail

Tout licenciement pour motif personnel est justifié par une cause réelle et sérieuse.

L'excuse de provocation peut atténuer la gravité d'un acte violent adopté en réaction d'une agression, par exemple, d'un autre collègue (Cass. soc., 30 juin 2010, n° 09-66.213).

Motifs de la décision

*intégralité de la motivation dans le post



Elle relève également le contexte dans lequel s'est déroulée cette réunion, dont les témoins relatent un état de tension provoqué notamment par l'autoritarisme inopportun du responsable ...

Au regard de ce contexte et de l'attitude provocatrice du responsable, la Cour d'appel juge que le licenciement ne repose pas sur une faute grave.



Droit du travail
Droit de la sécurité sociale

Avocat au Barreau de Lyon
07 49 98 20 89

f.labrugere@labrugere-avocat.fr